



Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DRIRE Bourgogne

Groupe de Subdivisions : Nièvre-Yonne		Subdivision d'Auxerre	
Noms des inspecteurs : Lydie PERRAUDIN et Guillaume VANDEVOORDE Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 18 juin 2009 Date de l'inspection : le 1 ^{er} juillet 2009 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
Motif de la planification : priorité établie par le plan stratégique de modernisation de l'inspection des installations classées			
Société : KNAUF ISBA Commune : AUXERRE Activité : fabrication de hourdis en polystyrène expansé et panneaux de polyuréthane		A - autorisation Priorité : à enjeu	
Liste des installations inspectées : ateliers de fabrication, bâtiments de stockage Thèmes : rejets atmosphériques, rejets aqueux, gestion des déchets, gestion du risque industriel Référentiels de l'inspection : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° PREF-DCDD-2004-1019 du 6 décembre 2004, et notamment tout ou partie des articles 11.1, 11.4, 14, 19, 20, 22, 24 à 27, 29, 30.2, 32.7, 32.11, 32.16, 32.17 et 39.			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : - M. Bruno WENDLING, directeur du site - M. Pascal COLLEN, responsable QHSE du groupe KNAUF - M. Benoît ZUMBIEHL, responsable production du site			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Des écarts par rapport au référentiel d'inspection ont été relevés : 1. L'exploitant n'a pas procédé aux analyses des rejets en eaux pluviales ; 2. L'espace libre de 5 mètres entre les stockages extérieurs et les parois des bâtiments n'est pas respecté ; 3. Les derniers rapports de vérifications électriques indiquent de très nombreuses non-conformités dont la plupart ont déjà été signalées.			
Suites envisagées : Propositions au Préfet			
Liste des documents établis suite à la visite : - Tableau des constats (ci-joint en annexe) - Lettre à l'exploitant			
Date et signature de l'inspecteur : 07 AOÛT 2009			
La rédactrice,  Lydie PERRAUDIN		L'inspecteur des installations classées,  Guillaume VANDEVOORDE	

Conformité aux prescriptions de l'arrêté n° PREF-DCDD-2004-1019 autorisant la société KNAUF ISBA à exploiter une installation de fabrication de hourdis en polystyrène expansé et de panneaux polyuréthane sur le territoire de la commune d'AUXERRE

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
19	<p><u>Limitation des rejets :</u> [...] Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies aux articles 19.3 et 19.4 ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffusées définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p>	R	<p>L'exploitant remet le jour de l'inspection un schéma de maîtrise des émissions actualisé. Celui-ci présente d'abord un plan de gestion de solvants relatif aux activités « entrevous avec sous-face » et « ligne polyuréthane ». Les hypothèses sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % des solvants organiques présents sont émis sous forme de COV lors des opérations de collage ; - 90 % lors de l'application de colles ; le flux est diffusé dans les halls de production, - 10 % à partir des produits finis stockés sur le site - 100 % des solvants de nettoyage utilisés sur la ligne de polyuréthane sont émis sous forme de COV. <p>L'émission annuelle de référence calculée à partir du Plan de Gestion de Solvants est égale à 2947 kg de COV/an.</p> <p>La fabrication de panneaux en polyuréthane nécessite l'utilisation de pentane. Le pentane n'est pas un solvant mais un COV dont les émissions sont faibles du fait qu'il reste emprisonné à l'intérieur du panneau. Toutefois, des mesures effectuées au poste de coulée indiquent une émission de 2798 kg COV/an. Les émissions diffuses de pentane sont estimées à 1225 kg COV/an.</p> <p>Le calcul de l'émission annuelle de référence donne 6970 kg COV/an.</p> <p>Le calcul de l'émission annuelle cible indique 20 369 kg COV/an. Cette dernière valeur est calculée d'après l'hypothèse que les colles sont constituées de respectivement 99% ou 93% d'extraits secs (selon les colles étudiées).</p> <p>Ce dernier point est à justifier par l'exploitant.</p>
20	<p><u>Contrôle et suivi des rejets :</u> [...] L'exploitant est tenu d'établir annuellement un bilan de ses émissions de COV. Ce bilan fait apparaître, pour chaque année civile, les quantités de COV (en kg ~C /an) pour la ligne PU, la ligne PSE et le complexage des hourdis. [...]</p>		

¹ R : Remarque ; NC : Non Conforme ; NV : Non Vérifié ; SO : Sans Objet

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
11.1	La réfrigération en circuit ouvert est interdite	C	L'exploitant confirme l'abandon de réfrigération en circuit ouvert et l'obturation du puits de prélèvement d'eau.
11.4	<u>Stockage, rétention, manipulation et transport</u> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.	NC	Des fûts de produits corrosifs (30 m ³ environ) sont stockés à proximité de la ligne polyuréthane. La rétention vis-à-vis de l'extérieur du bâtiment est assurée par un seuil, mais il existe à l'intérieur du bâtiment des caniveaux renfermant câbles électriques accessibles aux produits corrosifs en cas d'épandage.
14	<u>Consommation</u> : 4000 m ³ /an <u>Valeurs limites</u> : - MES : 15 mg/L - DCO : 40 mg/L - Hydrocarbures totaux : 5 mg/L	NC	La consommation annuelle en eau de ville du site est de 14 500 m ³ pour le circuit de réfrigération et 7702 m ³ pour les chaudières. L'exploitant n'a pas procédé à l'analyse des rejets en eaux pluviales du site.
24 à 27	<u>Gestion des déchets</u> : - tri - quantité de stockage limitée, pas de DID - déchets industriels spéciaux - bordereaux de suivi de déchets	C	Le tri des déchets est réalisé. L'exploitant distingue : - les rebuts de fabrication, collectés dans des bennes spécifiques - les briques de poussières compactées et évacuées en décharge - les déchets industriels spéciaux (huiles usagées, produits de maintenance) évacués une fois par an par une société spécialisée. Les bordereaux de suivi de déchets ont été présentés le jour de l'inspection.
22	<u>Niveaux limites de bruit</u> : Jour : - Point 1 : 60 dB - Point 2 : 65 dB - Point 3 : 60 dB - Point 4 : 67 dB - Point 5 : 54 dB Nuit : - Point 1 : 56 dB - Point 2 : 57 dB - Point 3 : 50 dB - Point 4 : 60 dB - Point 5 : 47 dB <u>Accès surveillance</u> : - clôture de 2 mètres de haut - installations accessibles aux engins de secours	SO	Les mesures de niveaux sonores n'ont pas encore été réalisées. Celles-ci doivent être effectuées tous les 5 ans. L'exploitant dispose jusqu'au mois de décembre 2009 pour les faire réaliser.
29		R	Une nouvelle clôture a été installée sur la périphérie du site à l'exception de celle située entre la limite du site et des terrains appartenant à la société KNAUF. Son remplacement est prévu prochainement.

Article	Points vérifiés	Nature du constat	Observations
30.2	<p><u>Installations électriques :</u></p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent.</p> <p>[...] Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur.</p>	NC	<p>Les rapports de vérifications électriques des deux dernières années ont été remis le jour de l'inspection. Le rapport de l'année 2007 indique 142 non-conformités dont 97 déjà signalées ; le rapport de l'année 2008 indique 150 non-conformités dont 120 déjà signalées.</p> <p>Le suivi des mises en conformité n'est pas formalisé.</p>
32.7	<p><u>Moyens de secours et d'incendie</u></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...] - de robinets d'incendie armés ; - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ; - un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage recouvrant les lignes de production et les zones de stockage ; 	C	<p>Des moyens de secours et d'incendie sont mis en œuvre par l'exploitant. Le site dispose notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et de robinets d'incendie armés. Les bâtiments de stockage sont équipés d'un système de sprinklage relié à une réserve d'eau extérieure.</p> <p>Le système de détection d'incendie est asservi au sprinklage. En cas d'alerte, c'est ce système qui déclenche l'alarme.</p>

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
32.11	<p><u>Permis de travail dans les locaux à risque</u></p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 32.8, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'avec délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>	C	L'exploitant dispose d'un registre regroupant les permis de feu. Trois personnes sont habilitées à les délivrer : le directeur du site, le responsable production et le responsable maintenance.
32.16	<p><u>Séparation des unités de stockage</u></p> <p>Le magasin de stockage du bâtiment principal doit être séparé de la ligne PU par un mur coupe-feu de degré 2 heures.</p> <p>Les portes de ce mur sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique.</p>	C	Le magasin de stockage du bâtiment principal est séparé de la ligne polyuréthane par un mur toute hauteur en parpaings. Les ouvertures dans ce mur sont équipées de portes coupe-feu munies de dispositifs de fermeture automatique dont le fonctionnement est testé chaque fin de semaine à l'arrêt de la production.
32.17	<p><u>Risques d'explosion</u></p> <p>La chambre de dépression de la ligne PU doit être équipée de détecteurs de gaz asservies à un système d'alarme.</p> <p>Le dépassement du seuil de 15 % de la LIE doit automatiquement entraîner une augmentation du débit des ventilateurs.</p> <p>Le dépassement du seuil de 30 % de la LIE doit automatiquement fermer l'alimentation électrique de l'installation à l'exception des ventilateurs et des équipements de sécurité.</p> <p>Les ventilateurs doivent être équipés de détecteurs de sécurité de fonctionnement effectif.</p>	C	<p>La chambre de dépression de la ligne polyuréthane est équipée de détecteurs de gaz asservis à un système d'alarme. L'exploitant indique que le système est conçu de sorte que les dépassements de seuils de 15% et de 30 % de la limite inférieure explosive entraînent respectivement le déclenchement de la ventilation ou l'arrêt de la ligne de production.</p> <p>D'après l'exploitant, le déclenchement de la deuxième alarme (au delà de 30 % de la LIE) ne s'est jamais produit sur le site.</p>

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
<p>39</p>	<p>Magasins de stockage des produits finis</p> <p>Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.</p> <p>Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 600 m³. Si l'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, ce volume est porté à 1200 m³.</p> <p>Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des îlots de produits.</p> <p>Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p> <p>[...]</p>	<p>NC</p>	<p>L'emplacement et les capacités de stockage sont matérialisés au sol par un marquage. Toutefois, le jour de l'inspection, il est noté la présence de palettes de produits finis en dehors de ces emplacements (par exemple, stockage le long du mur côté voie ferrée dans le bâtiment B).</p> <p>D'autre part, des palettes de produits finis sont stockées à l'extérieur contre le mur du bâtiment de stockage principal. L'espace libre d'au moins 5 mètres entre ces stockages et le mur du bâtiment principal n'est pas respecté.</p>